

Le Relais

Supplément Relais n°76

Institut d'Histoire Sociale CGT-FAPT



Siège social :
263, rue de Paris
Case 545 -
93515 Montreuil Cedex
Tél. 01 48 18 54 00
Fax 01 48 59 25 22



Le temps des révolutions :
celle de 1848

Conférence de Serge Lottier

Quand la nuit essaie de revenir il faut allumer les grandes dates comme on allume des flambeaux.

Victor Hugo - Paroles prononcées en février 1877,

à un banquet présidé par Louis Blanc pour commémorer l'anniversaire du 24 février 1848.

Préambule

«Qu'est-ce qu'une Révolution ? C'est la rupture née d'un moment violent d'expression de la souveraineté populaire.» C'est, comme le disait Lénine, «seulement lorsque ceux d'en bas ne veulent plus et que ceux d'en haut ne peuvent plus continuer à vivre à l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut triompher»². A travers les siècles, ce chemin fut plus souvent tortueux que rectiligne. Des recules, temporaires ou durables, suivirent des avancées.

Des expériences réussirent, d'autres échouèrent. Si les hommes et les femmes dans le Monde rêvent de révolution, c'est pour transformer la vie au quotidien, se libérer de leurs jougs et satisfaire leurs besoins.

Or, face à la situation créée depuis quelques années de remise en cause permanente des acquis sociaux historiques,

accélérée par le Macronisme, on constate actuellement un mouvement d'opposition en «bouillonnement» qui se cherche.

On peut penser avec d'autres que «la Révolution est bien redevenue un processus inscrit dans le temps présent... mais ce possible révolutionnaire qui ressurgit de ses cendres, réveille en regard de nouvelles peurs. Et comment éviter que la révolution ne réveille les désirs d'ordre, ne durcisse les positions contre-révolutionnaires»³ ne fassent le lit des empereurs. Des questions qui nous sont posées. C'est dans ce contexte que l'IHS CGT Fapt a pensé que revenir sur la Révolution de 1848, que l'on appelle «la Sociale», pouvait aider à la réflexion sur le temps présent.

Danièle Ledoux

2



¹ Révolutions, Felix Charfieux, Maud Chirio, Mathilde Larrère, Vincent Lemire, Eugenia Palieraki, Ed. Belin
² Lénine, La maladie infantile du communisme (le gauchisme) 1920 Ed. du Progrès Moscou 1971
³ Révolutions, idem

Le temps des révolutions : celle de 1848

Conférence de Serge Lottier

Il y a 170 ans nous étions en pleine révolution, celle de 1848. Cette révolution s'inscrit dans la continuité des soubresauts révolutionnaires qui depuis 1789 ébranlent les assises séculaires de la royauté dans notre pays. Elle ferme définitivement la porte à toutes tentatives de retour d'un roi en France et pose pour la première fois dans une révolution, en priorité et dans toute son ampleur, la question sociale et la démocratie. On peut donc dire qu'elle est fondatrice des rapports entre la République et le mouvement ouvrier, rapports souvent tumultueux voire ensanglantés. Nous allons trouver le bouillonnement révolutionnaire qui a conduit à son explosion dans la politique sociale des gouvernements qui l'ont précédée. Nous allons donc, avant de la développer en tant que telle, chercher en amont pourquoi la question sociale et la démocratie sont au cœur de la révolution de 1848 ? Ce sera le premier chapitre de cette conférence.

Retour à 1830

Sans aller 56 ans en arrière, le 22 septembre 1792 date de la proclamation de la première République, revenons à celle des **27-28-29 juillet 1830**, «*les trois glorieuses*» qui chasse le roi **Charles X** et où la **République** proclamée sur les barricades, est aussitôt confisquée et déviée par la bourgeoisie libérale vers le **duc d'Orléans** appartenant à la branche cadette des Bourbons.

Cette manœuvre de récupération de haut vol, **J.J Rousseau** la découvre vers 1750 quand il écrit : «*le riche pressé par la nécessité, conçoit enfin le projet le plus réfléchi qui soit jamais entré dans l'esprit humain, ce fut d'employer en sa faveur les forces mêmes de ceux qui l'attaquaient*».

En Juillet 1830, cette pensée donne : «*les royalistes orléanistes et l'aristocratie financière pressés par la nécessité de se débarrasser de Charles X emploient en leur faveur la force du peuple qui les attaque pour pérenniser la royauté et mettre en place le règne de la bourgeoisie de l'argent*». C'est ce que l'on constate quand le banquier **Lafitte**, le lendemain des «*trois glorieuses*» déclare : «*désormais ce sera le règne des banquiers*». **K. Marx**, qui rapporte cette phrase dans son livre publié en 1850 «*les luttes de classes en France*», conclut «*Lafitte avait trahi le secret de la révolution*». (Mettons les mots d'aujourd'hui sur la pensée de J.J Rousseau et pensons à l'élection présidentielle de 2017)

Le duc d'Orléans donc, devient roi des français le **9 août 1830** sous le nom de **Louis Philippe 1^{er}**. Son règne appelé «*la monarchie de juillet*» conduira à la révolution de 1848.

Un autre banquier, **Rothschild**, va devenir le roi de la bourse et utiliser le pouvoir pour faire fructifier son argent. Par exemple sur les 900 millions empruntés par la monarchie de juillet, il souscrit pour 800 millions. Bien sûr pour récupérer les intérêts !

139 ans et 187 ans après, cette banque est l'employeur de deux futurs présidents de la République **Pompidou** et **Macron**. C'est dire si les banquiers ont de la constance pour faire du «*mono à mono*» avec le pouvoir politique.

K. Marx, dans son livre déjà cité, souligne que «*ce n'est pas la bourgeoisie française qui régnait sous Louis Philippe, mais seulement une fraction de celle-ci, les banquiers, les rois de la bourse, rois des chemins de fer, propriétaires des mines de charbon et de fer... en un mot l'aristocratie financière*».

L'assise de la monarchie de juillet pendant 18 ans est l'argent.

Face à lui, un peuple en recherche d'un autre monde que celui de l'exploitation et de la misère. Cette recherche conduit à un bouillonnement révolutionnaire non seulement en France mais aussi en Europe. La Belgique, l'Italie, la



Lithographie de Daumier 15 avril 1834 massacre rue transnonnain

Suisse, la Pologne, des États allemands, l'Autriche, la Lituanie, etc. vont aussi « allumer le feu » pour la reconquête des principes de liberté, d'égalité, d'indépendance nationale proclamés en 1789

Principes qui, malgré les conquêtes de Napoléon, sont restés vivaces en Europe, voire dans le monde ! La révolution au Pérou en 1834 par exemple.

En France, la vie culturelle est porteuse de ces principes. Ils font l'objet d'un âpre combat, d'une lutte entre une royauté se réclamant monarchie libérale et des idées émancipatrices qu'exprime notamment le romantisme teinté de politique, d'un certain idéalisme et d'utopie. Pensons à Victor Hugo, Lamartine, George Sand, Michelet etc. Nous les retrouverons tous lors de la révolution de février 1848.

Pensons aussi et surtout aux penseurs de l'**utopisme social**, vilipendés par les libéraux de l'époque, grands frères de ceux d'aujourd'hui. Nous y reviendrons. En politique, on peut parler de lutte entre, d'un côté, l'Eglise et la noblesse terrienne qui s'arc-boutent sur le maintien, voire le renforcement du pouvoir dynastique de droit divin et de l'autre, une bourgeoisie de composition très diverse qui voudra sauvegarder l'héritage de la révolution de 1789, en entraînant le peuple, lui aussi très divers, à agir.

Quant à la politique économique et sociale du règne, elle est dominée par la finance et le libéralisme. Le créneau social, celui qui nous intéresse particulièrement, a été clairement défini dès le début du règne, en mars 1831, par **Casimir Périer** banquier, chef d'industrie, premier ministre : « *Il faut dit-il, que les ouvriers sachent bien qu'il n'y a de remède pour eux que la patience et la résignation* ».

Ces ouvriers sont confrontés au chômage, à la baisse des salaires, traités en suspects, en inférieurs, des gens de rien ostreints, pour ceux qui travaillent, au livret de travail signé par leurs patrons successifs. (Aujourd'hui ce sont les chômeurs que l'on veut surveiller individuellement... et après qui ?)

Il n'existe aucune défense ouvrière organisée. Un indice d'éveil toutefois ! En 1827, un ouvrier soyeux de Lyon, **Charnier**, organise les canuts dans une association de « *devoir mutuel* », reconnu comme le premier groupement ouvrier de défense et de combat.

Il est secret car toute coalition est interdite depuis la loi **Le Chapelier** du 14 juin 1791. Le procureur du roi, quant à lui, proclame : « *Les ouvriers n'ont pas le droit de s'entendre pour améliorer leur sort* ». Malgré cela, c'est en novembre 1831 qu'a lieu la révolte des canuts, elle marque la naissance du mouvement ouvrier français. Elle fut brisée par **Casimir Périer** qui mourra du choléra en 1832.

Exploités au maximum, les ouvriers vivent dans de misérables conditions. **Victor Hugo** visite les caves de Lille : « *malheureux enfants vêtus de guenilles mouillées qui ne séchent pas de tout l'hiver... des enfants esclaves* ». Le poète allemand **Henri Heine** en voyage à Paris remarque « *l'abîme entre le Paris bruyant du luxe et les bas-fonds obscurs, sordides, et frémissants, où grouillaient 300.000 indigents sous alimentés* ». Il faut ajouter à cela, l'épidémie de choléra venue d'Asie à partir de 1831. En quelques semaines 100.000 personnes périssent dont 20.000 parisiens.

Cette épidémie va perdurer et exacerber les tensions sociales et politiques. Elle participera à fomenter des soulèvements populaires.

Pour répondre à ces dangers, le roi va réorganiser la Garde nationale, instituée pour la première fois lors de la révolution en 1791.

C'est une police supplétive bourgeoise du régime qui va intervenir contre tout ce qui bouge dans le royaume.

C'est une sorte de Compagnie Royaliste de Sécurité...

L'utopisme façonne un autre avenir possible.

Et ça bouge ! De multiples oppositions se manifestent. Les républicains, à qui on a volé leur révolution de 1830, les anarchistes, les ouvriers mais aussi les petits bourgeois, les royalistes légitimistes (par exemple **Chateaubriand**), tous se dressent contre le nouveau régime. Les complots succèdent aux attentats, les émeutes aux mouvements insurrectionnels. Les années 1831, 1832, 1834, 1839, sont marquées par des soulèvements et des massacres sanglants, par des procès monstres et des condamnations en masse. La monarchie, même dite libérale n'est pas avare du sang du peuple. **Auguste Blanqui**, jeune révolutionnaire qui, sur les 56 ans de sa vie, passera

36 ans et 5 mois en prison, proclame à son premier procès en 1832 « *prolétaires, c'est la profession de 30 millions de Français qui vivent de leur travail et qui sont privés de droits politiques... MM les jurés, je suis accusé d'avoir dit à 30 millions de Français, prolétaires comme moi, qu'ils avaient le droit de vivre* ». Certains républicains, ceux de tradition jacobine et robespierriste, exigent plus de justice sociale et réclament « *la pleine liberté d'association, seule arme des faibles* ». D'autres, les utopistes vont construire des systèmes sociaux plus globaux dont les idées vont petit à petit s'ancrent parmi le peuple.



Auguste Blanqui

Le premier d'entre eux est **Saint Simon** tenant d'un libéralisme social, mort en 1825. Ses « apôtres » sont très actifs tels **Enfantin**, **Pierre Leroux**. Ils prônent, en s'appuyant sur le développement de l'industrie et du chemin de fer en particulier, un idéal de fraternité sociale. Il existe encore aujourd'hui des intellectuels intéressés par ce courant de pensée foisonnant. Un que certains connaissent bien : **Pierre Musso**.

Gabet et « *son voyage en Icarie* » (1841) livre une cité imaginaire et utopique où l'Etat tout puissant abolit toute propriété privée et assure une répartition égalitaire dans une société fraternelle... Ce communisme icarien très vivace dans les années 1840, explique en partie le grand élan de fraternité et d'espérance pacifique des ouvriers tout de suite après février 1848. **Louis Blanc** prône un socialisme (terme encore peu utilisé) qui réalise

rait la réforme sociale par l'association ouvrière sous le contrôle de l'Etat. Son livre, « l'organisation du travail » en 1840, connaît un grand succès. Il part du principe de l'utopiste Fourier ou « le devoir de la société est de procurer du travail à tout homme ». Il préconise pour cela des « ateliers sociaux » dirigés par les ouvriers. Cette idée sera reprise en février 1848 mais défigurée, ce sera un échec. On y reviendra.



Louis Blanc

Proudhon va publier « Qu'est-ce que la propriété ? » et répond comme Brissot en 1780 : « C'est le vol ». Il va participer à la révolution mais l'essentiel de son œuvre sera publiée sous le second empire, elle aura une très forte influence sous la 3^e république où son système libéral et individualiste traduit, dit l'historien H. Méthivier « l'idéal bien français d'être un petit producteur possédant » et K. Marx dénoncera « son esprit petit bourgeois ». Ce courant de pensée influencera plus tard dans le syndicalisme le courant de pensée F.O concernant notamment le compromis de classe et le rôle du mutualisme.

Flora Tristan, anarchiste, socialiste, féministe décédée en 1844 à 41 ans, est la figure de proue de celles et ceux qui pensent que le salut du prolétariat ne viendra que de sa capacité à s'associer. « Seule arme efficace, dit-elle, pour la lutte sociale ». Elle montre les limites des diverses associations dont les mutuelles, qui certes « soulagent la misère mais ne la détruisent pas ». Elle lance en 1843 l'idée d'une union ouvrière où elle esquisse une confédération internationale de tous les travailleurs.



Flora Tristan - Union Ouvrière lettres de Jacques Grandjonc et Daniel Armogathe édition de 1986

Cette idée sera reprise 21 ans plus tard, en 1864, lors de la création de la première internationale - dont les statuts sont écrits par Marx - C'est là qu'il reprend la fameuse phrase du Manifeste du parti communiste, toujours d'actualité « prolétaires de tous les pays unissez-vous ». Il connaissait bien Flora, était sur les mêmes positions qu'elle concernant le mutualisme. A-t-il été inspiré par ses idées ?

Pour des intellectuels étrangers, avant-gardistes, ces utopies sociales font de Paris la capitale du 19^e siècle. « Le grand laboratoire où l'histoire mondiale se forme, prend sa source toujours vive. C'est à Paris que nous connaissons nos victoires et nos défaites » dira le philosophe allemand Arnold Ruge. Marx, lui, attendait avec enthousiasme « le chant du coq gaulois », c'est à dire la révolution en France !

Rien d'étonnant alors, nous dit l'historien anglais Tristram Hunt dans son livre « Engels, le gentleman révolutionnaire » que le travail de Marx et Engels sur le Manifeste du parti communiste commence à Paris autour de quelques verres, le 28 août 1844, au café de la Régence, juste avant leur expulsion en Belgique en 1845. En mars 1848 la révolution lui donne un sauf-conduit pour, dit le journaliste Flocon « recevoir le brave et loyal Marx »

Les écrivains français ne sont pas en reste, Balzac par exemple dans « Le père Goriot » écrit « Paris est un véri-

table océan. Jetez-y la sonde, vous n'en connaîtrez jamais la profondeur... ».

Ce Paris-là, en 1840, permet d'imaginer que d'autres mondes sont possibles y compris ailleurs qu'en France. D'autant plus que les utopistes français essaient d'exporter leurs projets en Algérie, au Brésil, aux Etats-unis, etc.

C'est un retour au siècle des lumières mais avec une prépondérance des problèmes économiques et sociaux, où la misère du prolétaire, exploité par un capitalisme florissant, pose dans toutes ses dimensions la question sociale.

Affronter l'impossible pour le rendre possible !

Mais pour qu'il y ait « d'autres possibles », il faut que les opprimés se rassemblent pour agir, or il est interdit de s'associer. Alors on cherche d'autres moyens, par exemple organiser un banquet. Le « premier banquet communiste » a lieu à Belleville le 1^{er} juillet 1840. Il rassemble 1000 personnes dont de nombreux artisans et gens de métier, pas ou peu de prolétaires, bien que la classe laborieuse commence à exister dans les esprits et les discours.

Ce premier banquet témoigne de l'émergence de l'idée communiste et d'un embryon d'organisation en vue de la promouvoir. Il est vrai qu'alors l'idée communiste a le vent en poupe (voir le succès du livre « voyage en Icarie » de Gabet déjà cité).

Parallèlement l'été 1840 voit des dizaines de milliers d'ouvriers parisiens se mettre en grève. La majorité silencieuse prend la parole dans la rue comme dans la presse où fleurissent les journaux ouvriers. C'est une riposte à la misère visible à Paris comme partout en France et dans le monde qui apparaît, de plus en plus, comme un scandale injustifiable alors que le capital accumule des profits sur le dos des ouvriers. « Cette classe des ouvriers modernes [issue du capitalisme triomphant] qui ne vivent qu'à la condition de trouver du travail et qui n'en trouvent que si leur travail accroît le capital » écrit Engels. Trouver du travail ?

Ce n'est pas le souci du président de la chambre des députés qui déclare au nom du libéralisme : « nous sommes chargés de faire des lois et non pas de donner de l'ouvrage aux ouvriers ».

(Ce n'est pas à moi d'aller vous chercher du travail!) dira un autre aux ouvriers de la GM&S dans la Creuse en 2017).

Lamartine parle des « barons de l'usine et du rail ». Alexis de Tocqueville, un bourgeois libéral déplore l'avènement de « l'aristocratie la plus dure qui ait paru sur terre ». Un député royaliste lui répond « Aucune société ne peut se passer d'aristocratie ».

Ayant la mainmise sur l'Etat et la chambre des députés, les milieux gouvernementaux deviennent, dit Tocqueville « une société industrielle ... Ils bloquent toute avancée sociale ... ». Ce constat montre que, si, en économie l'Etat laisse faire, en politique sociale il joue le gendarme !

C'est dans ce cadre, avec de nouvelles techniques qui permettent de mécaniser certaines tâches humaines, que la France va entrer dans la révolution industrielle et connaître un certain essor économique. En 1842, on ne parle plus que de travaux publics, de concessions de mines ou de chemins de fer. On ne pense plus qu'à s'enrichir et on ne mesure plus les événements qu'au thermomètre de la bourse.

On retiendra l'apostrophe du 1^{er} ministre Guizot « Enrichissez-vous ».

En écho 180 ans après, c'est « Devenez milliardaire ! » L'essor de la production est placé sous le dogme du libéralisme où l'Etat n'intervient pas dans les rapports patrons-ouvriers au nom de la liberté d'entreprendre.

Il incite à la concurrence dénoncée par Lamartine comme « n'étant que le

code de l'égoïsme et la guerre à mort entre celui qui travaille et celui qui fait travailler ».

Cette pratique, toujours d'actualité, (voir la volonté d'ouvrir à la concurrence la SNCF) renvoie clairement à la lutte des classes.

Il n'y a pas que les ouvriers que le capitalisme agresse. Les paysans qui représentent 75% de la population française et 75% du revenu de la France, ne profitent guère des lents progrès d'une l'agriculture très parcellaire. Ils sont pauvres et beaucoup sont illettrés. Par ailleurs, les grands chefs d'exploitation s'attaquent aux droits collectifs appartenant aux communautés villageoises. Nous allons assister à une concentration des droits sur les riches au détriment des droits des pauvres. Au nom du libéralisme le gouvernement laisse faire. Ces agressions seront souvent à l'origine des troubles paysans en 1846/47.

Pour éviter au peuple toute prise de conscience de sa situation, on le laisse dans l'ignorance. Au début du 20^e siècle, sans que l'on ait de chiffres précis, on peut dire que 50% des hommes et 30% des femmes savent signer leur nom ... ! Ce qui n'empêche pas l'économiste officiel du régime **Dunoyer** d'avouer en 1845 son aversion pour l'enseignement public : « Est-ce véritablement servir les familles pauvres que d'éveiller ainsi prématurément leur sensibilité et leur intelligence, ça suffit !

Il y a tout un florilège de phrases de cette teneur dans les livres d'histoire. Elles peuvent, en y réfléchissant bien, faire écho à certaines paroles des responsables politiques d'aujourd'hui.

Parlant de Dunoyer et d'autres, « *Ces gens-là*, dit H. Méthivier, *incarnent le libéralisme le plus cruel, dans le dogme de la loi naturelle de l'élimination des faibles* ».

Concernant la Poste, la nature du régime se manifeste par une offensive envers les femmes qui sont exclues de certaines responsabilités dans les bureaux de poste. Ce qui fait dire à une historienne des dames employées : « *est-ce que le sexe auquel Jésus-Christ devait sa mère était assez peu considéré par l'Eglise pour qu'un évêque pût croire son prestige diminué du fait que sa correspondance était timbrée par une femme* ».

Parler de Jésus-Christ à l'époque ça a un sens progressiste, le nouveau christianisme, cher aux saint-simoniens (c'est pour cela qu'on appelait les continuateurs de Saint Simon ses apôtres) est présenté comme une référence pour les idées nouvelles. Une autre mesure réactionnaire à la Poste est l'interdiction faite aux facteurs de Paris de créer une association. Cette interdiction est contournée en créant une mutuelle. Les salaires des ouvriers du privé qui réparent les malles-poste à Paris sont misérables. Ils s'organisent et se mettent en grève ... 35 ouvriers du train d'équipage de Vernon dans l'Eure sont détachés pour suppléer aux grévistes. Protégés par l'armée, la grève est brisée.

Voilà rapidement brossé l'état de la France à la veille de la révolution de 1848. Il faut y ajouter ce qu'écrivit K. Marx : « *les mauvaises récoltes de 1846/1847, la disette de 1847 provoquèrent des conflits sanglants. Et pas seulement en France. D'un côté, les orgies éhontées de l'aristocratie financière, de l'autre, la lutte du peuple pour des denrées de première nécessité. A Buzançais [Indre] on exécuta les émeutiers de la faim, à Paris, les escrocs repus furent soustraits aux tribunaux par la famille royale* ». Mais comme disait une chanson d'un condamné de l'époque : *on n'arrête pas le murmure du peuple, quand il dit « j'ai faim »*.

La révolution c'est pour bientôt !...

Avec la crise de 1846, la prospérité s'évanouit, le marasme accroit encore le chômage et la misère. En 1847, ce sont des scandales à répétition dans la haute société et un roi droit dans ses bottes considérant que « *la bourgeoisie est l'aboutissement de l'histoire* » (Jean Jaurès). Il y a là, tous les ingrédients pour une crise politique via une révolution... encore faut-il le délé.

Le voilà ! La loi électorale en place est un déni de démocratie. Le grand savant **François Arago** en 1840 montre « *qu'avec le cens électoral pour 40 hommes pouvant voter, il y a un électeur* ». L'opposition certes hétéroclite s'unit en 1847 sur le montant du cens électoral à 100 francs. Cette réforme de la loi électorale, si elle était appliquée, doublerait le nombre d'électeurs et donnerait à l'opposition la majorité à la chambre.



Tocqueville caricature de Daumier

© Source BNF Gc-23

Le roi et Guizot, le premier ministre, refusent catégoriquement. Alors l'opposition en appelle à l'opinion. La réussite des banquets de l'année 1840 conduit les partisans de la réforme à proposer une nouvelle campagne dans le même style. Le premier a lieu à Paris, **le 9 juillet 1847**. Il rassemble 1200 participants, succès considérable si l'on sait que ne sont invités que des électeurs, et que les cotisations pour y participer sont élevées. Donc les ouvriers n'y participent pas. Toutefois, dans certains, le peuple peut entrer dans la salle après le repas pour écouter les discours. Au début très réformistes, les orateurs portaient un toast au roi... ils vont devenir plus révolutionnaires, on va boire à « *l'organisation du travail* » voire « *à la révolution française !* ».

Un banquet est prévu le **22 février 1848** à Paris dans le 12^e arrondissement. Le ministre de l'intérieur l'interdit. **Louis Philippe** jubile : « *ils voulaient un banquet ils auront des miettes* ». Quelques jours plus tôt, à un interlocuteur qui s'inquiétait de la situation, il répond « *je ne crains rien... je suis nécessaire* ».

A la chambre, les interventions se font de plus en plus offensives. C'est Tocqueville, toujours perspicace, qui mesure le mieux l'évolution du contenu du rapport des forces. Le 27 janvier, il va plus loin que l'enjeu politique de la réforme « *ne voyez-vous pas que leurs passions [des ouvriers], de politiques sont devenues sociales... Et ne pensez-vous pas que quand de telles opinions descendent profondément dans les masses, elles amènent tôt ou tard les révolutions les plus redoutables* » ? Cette analyse est reprise par beaucoup d'historiens.

La révolution de février 1848 : Les organisateurs du banquet sont divisés. Faut-il passer outre l'interdiction ou pas ? Le **21 février**, à la demande de 80 députés contre 17, le banquet est décommandé. C'est le désarroi dans l'opposition qui se divise. La soirée du 21 février est relativement calme, personne ne croit qu'en une petite semaine la France va basculer de la royauté à une République sociale ! Le **22**, il pleut en rafales. Dès 8h du matin des manifestants, qui pour la plupart ignorent la défection des députés, sont persuadés que le banquet aura lieu malgré l'interdiction.

D'autres répondent à l'appel des sociétés secrètes. En tous les cas, ils viennent des quartiers populaires. On crie « *à bas Guizot* », « *vive la réforme* ». Les étudiants qui depuis plusieurs mois manifestent se joignent aux cortèges. Ils se retrouvent tous place de la Concorde ; la police (les municipaux) charge, une tuée et un homme blessé... la foule se disperse. L'après-midi, la chambre se réunit mais **ce qui va compter c'est la rue**.

L'agitation se développe autour du palais Bourbon, on commence à descendre des grilles, arracher un pavé. **Dans la nuit du 22 au 23**, beaucoup de manifestants rejoignent leurs faubourgs, certains pensent que c'est fini, d'autres, les plus révolutionnaires, veulent malgré la pluie profiter des circonstances pour débaucher la garde nationale et armer la population.

L'émeute se propage, le roi va se coucher paisible et calme. **Thiers**, le futur bourreau de la commune en 1871 pronostique : « *Tout est fini* » !

En vérité, tout commence à peine. Le **23 février**, il pleut toujours à torrent, l'agitation s'amplifie, des barricades fleurissent à l'est, au sud, au centre de Paris ; jamais de barricades à l'ouest, rien à gauche d'une ligne droite porte de Clignancourt porte de Montrouge !

Le roi convoque enfin la garde nationale dont l'entrée en scène est décisive. Or, celle-ci crie aussi « *vive la réforme* » et croise la baïonnette devant les chevaux des dragons et des gardes municipaux pour les empêcher de charger les manifestants.

Le roi sacrifie Guizot. Le soir, l'émeute se calme, on fête la chute du ministère. **Flaubert** a vu « *des lampions à chaque étage [qui] faisaient une clarté comme en plein jour* ». Sans doute, mais dans les faubourgs les combats ne cessent pas, voire ils se radicalisent.

Un cortège se heurte à un cordon de troupe boulevard des Capucines. Face à des témoignages multiples et contradictoires, retenons que le cortège s'avance sur un front de 40/50 hommes. En tête, des officiers de la garde nationale, des gardes armés, d'autres sans arme et une foule immense qui suit. Les tractations pour laisser passer le cortège n'aboutissent pas. Tout à coup, il y a un coup de feu suivi d'une décharge générale, c'est la panique. Sur place, il ne reste plus qu'une quarantaine de morts et des



Hommage aux vainqueurs des 22, 23, 24 février, 1848

blessés. 16 cadavres seront mis sur une charrette et la procession à travers Paris s'organise.

Si la fusillade du boulevard des Capucines ne déclenche pas la révolution comme l'écrivent certains historiens, elle l'accélère. A trois heures du matin, on constate que les barricades se multiplient.

D'après Victor Hugo il y en a 1574 ! Pour l'historien, **Jean Dautry** : « *désormais deux protagonistes seulement s'affrontent : le peuple en état d'insurrection et la monarchie dans la nuit blanche des Tuileries* ».

Insurrection pour la réforme, pour un changement de ministère, de roi ? Non ! Ces exigences sont dépassées, c'est la **république sociale** que veulent les insurgés. Nul doute que les sociétés secrètes et leurs chefs **Blanqui, Barbès, Sobrier, Raspail**, etc. jouent un grand rôle dans l'appel à manifester et dans l'organisation des manifestations.

Le 24 février, le peuple tient Paris. Tocqueville sortant de chez lui aurait « *sentit la révolution dans l'air* », la troupe est démoralisée, elle bat en retraite. Il n'est plus possible de défendre le palais des Tuileries, alors le roi s'enfuit, il est 12h30.

A 14h le palais est envahi. Peu de désordre, aucun vol, si ce n'est le frône, symbole de la royauté, que l'on va transporter à la Bastille et brûler au pied de la colonne de juillet.

Dans un climat où les manœuvres vont bon train, à la chambre des députés est constitué, en quelque sorte, un « **état-major de l'insurrection** », avec comme chef de fil improvisé Lamartine. Dans l'après-midi, les insurgés pénètrent dans l'hémicycle. Lamartine propose de quitter le palais Bourbon où siège

une chambre discréditée aux yeux du peuple. Son discours fait mouche, le peuple se calme et en cortège il se dirige vers l'hôtel de ville où s'improvise un **gouvernement provisoire de 11 membres** dont font partie les membres de l'état-major de l'insurrection. Il va, avec le flot du peuple à l'extérieur, « sur un chiffon de papier avec le cachet de la ville de Paris » nous dit **Victor Hugo** qui assiste à la réunion, **proclamer la République**. « *Ce chiffon était l'avenir du peuple* » poursuit le poète. Un autre poète **Alfred de Musset** juge qu' « *il nous faut ce mot là [la République]*. *Quand ce ne serait qu'un mot, c'est quelque chose, puisque les peuples se lèvent quand il traverse l'air* ».

Une République qui à cause du refus d'un autre poète, en l'occurrence Lamartine, ici homme politique, ne sera pas qualifiée de « sociale ». Il fera aussi rejeter le drapeau rouge. Le maintien du drapeau tricolore apparaissant comme un compromis avec la monarchie déchu. Ces « *faiblesses* » révolutionnaires coûteront à Lamartine l'impopularité de la gauche socialiste... et le qualificatif de « *traître aux belles phrases* » par Engels. La révolution fait 200 morts, 4013 arbres ont été déracinés, et 1.277.648 pavés arrachés pour construire les barricades soit en moyenne 800 pavés par barricade.

Ce n'est pas une révolution prolétarienne ; mais...

Les historiens unanimes considèrent que le rôle des ouvriers a été décisif. Tocqueville souligne « *le caractère, je ne dirai pas principalement, mais uniquement et exclusivement populaire de la révolution qui venait de s'accomplir, la toute-puissance qu'elle avait donnée au peuple proprement dit, c'est-à-dire aux classes qui travaillent de leurs mains sur toutes les autres* ».

C'est reconnaître que cette révolution a un contenu de classe où le prolétariat s'est révélé comme un possible futur acteur d'un changement de société On ne suivra donc pas les historiens qui disent. « *1848 une révolution pour rien* » ou « *une inutile révolution* ».

On préfère suivre ceux qui disent : « *...le peuple fit de ce coup de main inespéré un acte de portée mondiale inaugurant l'ère nouvelle* ». Et celui qui devine l'avenir même s'il est lointain : « *la révolution est morte, vive la révolution* ».

Pour l'instant ce 24 février 1848, le peuple a parlé sur les barricades, il a gagné, nous enrons dans une phase nouvelle, il faut appliquer ses mots d'ordre. C'est la tâche du gouvernement provisoire qui va **siéger du 25 février au 4 mai**, date de l'entrée en fonction de l'assemblée constituante élue les 22 et 23 avril.

Ce gouvernement provisoire issu des barricades est composé de diverses nuances avec des hommes qui avaient préparé ou influencé le cours de la révolution : opposition dynastique, bourgeoisie républicaine, petite bourgeoisie démocratique - républicaine, (certains de ses membres portent les idées communistes), des ouvriers qui se retrouvent en nombre dans des sociétés secrètes, des sociaux-démocrates (terme employé pour la première fois par K. Marx) ... Chaque tendance va chercher à imposer son point de vue.

Nous sommes, si l'on peut dire, sur le sommet révolutionnaire de la révolution! Savourons ce court moment, où nous constatons une immense fermentation démocratique, d'immenses espoirs et des décisions traduisant l'idéal le plus progressiste de février.

Très vite, dès le 25, diverses décisions sont prises ; certaines ont un caractère politique fort, d'autres un sérieux contenu social.

Citons les essentielles :

- **La suppression de la peine de mort** en matière politique.

- **L'abolition du serment politique.** Donc plus de serment d'allégeance au pouvoir

- **Le suffrage universel, qui ne l'est pas puisque les femmes malgré leur exigence ne seront pas électrices.** Comme en 1789, elles sont volontairement oubliées. Pourtant elles créent des clubs, manifestent, sont sur les barricades, pétitionnent, par exemple pour obtenir « un travail digne ». D'autre part, considérées comme des êtres inférieurs, elles sont confrontées à des paroles péjoratives de la part de certains révolutionnaires socialistes. Une femme, **Jeanne Deroin**, se présente contre vent et marée aux élections législatives de mai 1849, elle obtient 15 voix. Désabusée, elle décide de s'exiler à Londres. Malgré cette restriction politique majeure de 250.000 électeurs, on passera à plus de 9 millions d'électeurs dont ¾ de paysans qui n'ont pas participé à la révolution,

peu sensibles à l'idée de République mais sont majoritaires dans la société. Ce qui, posera des problèmes aux plus révolutionnaires.

- **L'abolition de l'esclavage.** En mai 1848, Victor Hugo fin observateur, constate qu' « *au moment où le gouverneur proclamait l'égalité de la race blanche, de la race mulâtre et de la race noire, il n'y avait sur l'estrade que 3 hommes, représentant les trois races : Un blanc le gouverneur ; un mulâtre qui lui tenait le parasol ; et le nègre qui lui portait le chapeau* ». C'est dire qu'il y avait encore beaucoup à faire en termes d'égalité !

- **La liberté de la presse.** Près de 300 journaux à Paris en 5 mois voient le jour. Et se créent des centaines de clubs de toutes nuances, y compris des clubs féministes. Les clubs « rouges » dominent. Ces derniers sentant la campagne hostile, demandent l'ajournement des élections générales pour avoir le temps d'expliquer la portée de progrès social et démocratique de la révolution.

- **Le droit au travail est reconnu** mais paradoxalement ce qui manque c'est le travail. Alors on crée les ateliers nationaux chers au socialiste Louis Blanc. Leur objectif, donner du travail à tout le monde. Projet conçu comme une mise en œuvre « du socialisme vrai ». Mis en place le 26 février, c'est un antisocialiste Pierre Marie de Saint Georges dit **Marie**, ministre des travaux publics qui est nommé président. Belle manœuvre! Le pouvoir met un loup dans la bergerie. Il est assisté le 5 mars par un ingénieur qui va essayer d'installer une caricature militarisée du projet de Louis Blanc.



Gouvernement Provisoire 24 Février 1848 - Louis Blanc - Marie-Dupont de l'Eure - Lamartine - Crémieux - Arago - Ledru Rallin - Garnier - Pagès - Marrast - Flocon - Martin (dit Albert)

Vont converger dans ces ateliers, certes des ouvriers de Paris, mais aussi de province, voire des étrangers, des tire-au-flanc s'infiltrant, etc. Une situation compliquée : il y a peu de travail car les banques refusent d'investir et il faut payer les chômeurs... :

- **Le droit aux travailleurs de s'associer entre eux.** Parallèlement le gouvernement remet en liberté les dirigeants de la grève de 1845... et le décret précise que cette mesure est applicable à tous les ouvriers détenus par suite de grève ou de coalition. C'est un succès indéniable pour la classe ouvrière.

Dans les faits la fameuse loi le Chapelier du 14 juin 1791 interdisant toute association est caduque.

Mais personne en 1848 ne demande officiellement l'abolition de cette loi, comme en 1791 personne à l'assemblée constituante n'a voté contre.

Il semble bien qu'en février 1848 le conflit économique entre les bourgeois et les prolétaires n'était pas encore compris à un niveau tel qu'il exigeait clairement l'abolition institutionnelle de la loi.

On remarquera d'ailleurs que Louis Blanc en 1844 dans son «histoire de la révolution française» ne parle pas de la loi Le Chapelier !

- **Concernant la Poste,** en août 1848 le timbre-poste est créé et mis en vente le 1^{er} janvier 1849, tandis qu'une taxe unique est appliquée pour la lettre quelle que soit la distance, 9 ans après qu'elle fût appliquée au Royaume-Uni. Une revendication défendue par un député républicain **Alexandre Blais Bizouin** sous Louis Philippe.

Il dénonçait entre autre les magouilles concernant les taxes à la distance du directeur des postes. Avec la taxe unique nous dit Georges Frischmann «*les postes prennent ici leur aspect moderne*». Notons aussi que le calendrier du facteur date de 1849.

- **Il est créé le 25 février une garde nationale mobile** avec de jeunes ouvriers chômeurs.

Parallèlement Lamartine, avec ses «*montagnards*» de la «*garde du peuple*» ceinturés de rouge dirige et canalise les manifestations qui ont lieu presque tous les jours sans qu'il y ait un mort pendant quelques semaines ; le temps que la fraternité des barricades vienne rejoindre la liberté et l'égalité dans la devise républicaine. Ce qui durera très peu de temps !

Réveil rapide et brutal de l'antagonisme de classes

Aussitôt les premières décisions prises, nous allons assister au réveil rapide et brutal de l'antagonisme de classes. **C'est le commencement de la trahison du peuple par la bourgeoisie.** Le gouvernement provisoire va se diviser en deux tendances ; la tendance «*bourgeoise*» majoritaire et la tendance «*rouge*» minoritaire. L'une veut rallier toutes les classes dans un idéal de liberté politique, (Lamartine). L'autre socialiste, veut une république démocratique et sociale (Louis Blanc). Ce dernier, demande la création d'un **ministère du travail**. On lui refuse ! Il obtient le 28 février, soutenu par les clubs, la création de la **commission du Luxembourg** (style Conseil Economique et Social). On lui donne la présidence, de fait pour l'écarter du gouvernement en le confinant dans les questions sociales.

Les Républiques dans leur longue histoire ont su sous des formes différentes relaire le coup !

Cette commission, vrai parlement plus ou moins paritaire - Ouvriers-Patrons (jusqu'à 900 membres) et, s'il vous plaît, siégeant dans les locaux de l'ancienne chambre des pairs - est en vérité dépendante du gouvernement. Les décisions qu'elle prend, elle n'a ni le pouvoir ni les moyens de les faire appliquer. Du côté des bourgeois, le **24 février** a jeté la panique dans les milieux financiers et d'affaires, les capitaux se cachent, les cours de la bourse baissent - le prix d'un cheval, un moyen de travail et de transport indispensable à l'époque qui valait 2000 francs, n'en vaut plus que 600-les banques ferment, un appel à l'emprunt échoue.

Alors le ministre **Garnier-Pagès** recourt à une augmentation de 45 centimes par franc d'impôt direct, ce qui mécontente notamment les ruraux qui n'ont pas de patrimoine financier et qui vivent avec leur argent dans l'immédiat. Toutefois la crise bancaire est conjurée, le commerce reprend.

Pendant cette période l'agitation continue, y compris du côté de la bourgeoisie. **Le 16 mars** par exemple, elle manifeste aux cris d' «*à bas les communistes*» ou «*à bas les clubs*». **Le 17 mars**, une contremanifestation ouvrière est dirigée par Blanqui et Sobrier pour le report des élections.



© Source BNF - Collon

Ateliers nationaux

Les clubs, Blanqui et Louis Blanc (qui n'a pas participé au 17 mars) préparent une manifestation le **16 avril** pour exiger (encore) le report des élections.

Ledru-Rollin, le radical du gouvernement pourtant d'accord avec le report, mais ministre de l'intérieur et ayant sans doute eu des pressions, fait battre le rappel de la garde nationale contre la manifestation. Lamartine approuve, c'est l'échec !

Les élections auront bien lieu à la date prévue. Il n'y a pas d'effusion de sang mais face à cette agitation continue une réaction de la peur se dessine dans la bourgeoisie même celle qualifiée de républicaine.

L'élection à l'assemblée constituante a lieu les 22 et 23 avril.

86% de votants, mais comme l'avaient prévu les «*clubs rouges*» et les socialistes, le résultat est décevant. Sur 880 élus il y a moins de 200 partisans de la République démocratique et sociale mais 500 républicains modérés. Dans quelques villes ces résultats sont contestés. A Rouen s'affrontent des ouvriers et la garde nationale, on déplore 11 morts et soixante-seize blessés.

Le 4 mai lors de sa première séance, l'assemblée déclare : *au nom du peuple français, à la face du monde entier, [que] la république proclamée le 24 février est et restera la forme du gouvernement de la France*»

C'est ce qu'elle fera de mieux ! Car, il faut bien le dire, cette assemblée élue au suffrage universel par ses votes successifs va détricoter les acquis de février et étouffer la République.

Le 10 mai, elle élit les 5 membres de l'exécutif dont le plus à gauche, Ledru Rollin, est le plus mal élu. Tous en réalité, sont des députés modérés.

Le 15 mai, date bascule de la révolution, les clubs, Blanqui, Louis Blanc... jugeant les députés trop modérés, appellent à une manifestation sous le prétexte d'aller déposer à l'assemblée nationale une pétition demandant le soutien aux patriotes polonais dont le pays est occupé par la Prusse. Elle est envahie par les manifestants. Pendant plusieurs heures c'est la pagaille. Vers 17h, un chef émeutier **Huber**, certainement un provocateur, prend la tribune et déclare « l'assemblée dissoute ». Expectative dans la foule !... une minorité part vers l'hôtel de ville avec l'idée de former un nouveau gouvernement. Mais, appelés en renfort, des éléments de la garde nationale rétablissent l'ordre dans la soirée.

Selon les historiens, le déroulement des faits diffère, et ils s'interrogent encore sur cette journée. Dernier en date **Michel Winock** pense que « selon toute vraisemblance la provocation policière a existé ». Mais pour lui, l'essentiel est autre : « le problème posé... et qui restera au cœur de toutes les révolutions, [c'est] celui du rapport entre le peuple électoral et le peuple insurgé ». Il rejoint en cela l'analyse de Marx qui donne un contenu de classe plus marqué à son analyse du 15 mai. C'est dit-il : « un effort du prolétariat parisien pour dénier à l'assemblée, violemment, toute existence légale... il tenta vainement de reconquérir son influence révolutionnaire, et ne fit que livrer ses chefs énergiques aux geôliers de la bourgeoisie ».

George Sand, l'écrivaine la plus investie dans les journées de février, dira que cette manifestation « plus qu'une faute politique c'est une faute morale ». **Ernest Lavisse** constate que « le 15 mai fortifia dans la majorité la haine des manifestations ; il jeta les républicains modérés dans l'alliance avec les conservateurs contre les socialistes. Ce fut la rupture définitive entre l'assemblée et le peuple de Paris ». Notons aussi que cette manifestation discrédite Paris au regard d'une grande partie de l'opinion provinciale. Enfin les arrestations de Raspail, Barbès, Blanqui, Albert, puis l'exil de Louis Blanc en Angleterre découpent les clubs les plus avancés. Dès le 16 mai ils sont fermés, la commission du Luxembourg est supprimée. Si la république reste, elle n'a plus rien de démocratique et sociale. « Funeste Journée » pense Michelet.

Donnant un avis sur cette période de manifestations avant les "journées de Juin", Victor Hugo ne les condamne pas mais il dénonce «... le terrorisme et le communisme qui ne sont autre chose que l'antique attentat contre les personnes et contre les propriétés ». On sait que toute sa vie, il restera opposé à ce qu'il appelle les extrêmes !

Très vite la crise va s'accroître. Le gouvernement qui n'a jamais accepté les ateliers nationaux (le fameux loup dans la bergerie !) va les supprimer brutalement avec comme arguments, (ce qui n'est pas tout à fait faux, mais à qui la faute ?) qu'ils coûtent cher, sont inefficaces, infiltrés de fraudeurs, etc. En plus cette énorme colonie de 100.000 ouvriers à Paris est jugée dangereuse pour la paix sociale ! Alors, il est décidé de les envoyer en province assécher les Landes ou creuser un canal en Sologne (jamais terminé), ou encore s'engager dans l'armée pour les plus jeunes. Et « si vous ne voulez pas y aller on emploiera la force pour vous déporter... » dira Mari !

Avec la suppression des ateliers et la manière dont les ouvriers ont été traités, le malaise social qui durait depuis mars trouve ici l'étincelle qui allait le faire exploser. Ce seront les journées de Juin. « Une insurrection de la misère et du désespoir » que Tocqueville déclare à la fois « nécessaire et funeste ». Marx quant à lui constate que « les ouvriers n'avaient plus le choix, il leur fallait ou mourir de faim ou engager la lutte. C'était la lutte pour le maintien ou l'anéantissement de l'ordre bourgeois. Le voile qui cachait la République se déchirait »

Le 23 juin au soir vont se rassembler plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers manifestant majoritairement, des artisans, des boutiquiers, etc. sur 400 barricades toujours dans l'est de Paris

et l'on crie « vive poléon, poléon » ou « vive la république démocratique et sociale ». « Que périsse la mémoire de ce jour » écrit Michelet dans son journal. Phrase à double sens. La commission exécutive de l'assemblée, c'est-à-dire le gouvernement, donne les pleins pouvoirs au général républicain **Cavaignac** pour écraser cette insurrection. Il le fera, si j'ose dire, de main de maître !

Juin 1848 : Quatre jours de guerre entre le capital et le travail

Pendant quatre jours (du 23 au 26 juin) c'est une atroce « guerre de rue ». Elle va se solder par la mort de 6 généraux, un archevêque, 1600 forces de l'ordre, et 4000 insurgés. Il faut ajouter à ce bilan des centaines de prisonniers aux Tuileries et au Luxembourg massacrés par les gardes nationaux provinciaux, appelés en renfort. Ils massacent simplement parce qu'ils sont furieux d'être arrivés après la bataille.

On voit là, la coupure entre Paris et la province, se manifester dans toute son horreur. La réaction du gouvernement et de l'assemblée sera d'une brutalité incomparable même avec la terreur de 1793/94. La justice militaire succède aux fusillades : 11.000 arrestations maintenues, 4300 déportations notamment en Algérie, qui, après 18 ans de guerre, va devenir en novembre 1848 territoire français. Au total, des historiens donnent 19.464 condamnés en plus des morts !

Quelle différence de bilan entre une insurrection qui gagne (février) et une insurrection qui échoue (Juin) !

De ces journées de juin, le philosophe historien **Renan** pourtant peu



Assemblée nationale 15 mai 1848

révolutionnaire retient que « Paris était méconnaissable: les autres victoires n'avaient que des chants et des folies; celle-ci n'a que deuil et fureur. Les atrocités commises par les vainqueurs font frémir... une véritable terreur a succédé à cette déplorable guerre... J'ai vu de près les insurgés; nous avons été un jour et une nuit entre leurs mains et je puis dire qu'on ne peut mesurer plus d'égard, d'honnêteté, de droiture et qu'ils surpassaient en modération ceux qui les combattaient et qui, sous mes yeux, ont commis des atrocités sur les personnes les plus inoffensives... ».

Marx qualifia cette insurrection de « guerre civile sous sa forme la plus effroyable, la guerre entre le capital et le travail... L'événement le plus formidable dans l'histoire des guerres civiles en Europe ». Déçu par son échec il va se servir de cette expérience pour faire comprendre aux prolétaires qu'ils doivent mener seuls la révolution s'ils veulent renverser l'ordre bourgeois.

C'était déjà l'esprit du Manifeste publié en février 1848 juste avant la révolution, mais connu en France bien des années plus tard.

Manipulée par tous les opposants à tout progrès social, la peur des rouges s'installe dans le peuple et conduit à la haine sociale. Pierre Goubert cite Henri Wallon, qui est pourtant un honorable député, père de la 3^e République en 1875. « Un rouge n'est pas un homme, c'est un rouge... ce n'est pas un être moral, intelligent et libre comme vous et moi... c'est un être déchu et dégénéré... (mai 1849) ».

L'histoire et notre propre expérience nous apprend que l'épouvantail des « rouges » servira toujours d'étendard aux exploités pour défendre leur pouvoir lorsqu'il est contesté par ceux qu'ils exploitent. Le rouge au 20^e siècle deviendra l'homme au couteau entre les dents.

Cette répression va permettre en quelques mois le déricotage des acquis de février. Elle se fera sous la coupe de Cavaignac docile aux conservateurs regroupés rue de Poitiers. Ayant les pleins pouvoirs, il deviendra « le sabre de l'assemblée » de juin à décembre 1848.

On interdit les clubs, les cortèges, les journaux. Sont ajournés le projet d'impôt progressif, le rachat par l'Etat des chemins de fer. Le droit au travail est repoussé par 596 députés contre 146,

par contre la même majorité rétablit la liberté du travail chère aux classes dirigeantes. La journée de travail réduite à 10h à Paris et 11h en province peut à nouveau durer 12h. Toute coalition est interdite (retour à la loi le Chapelier). Puis c'est le tour des mutuelles. Lamennais prêtre socialisant, en rupture avec le pape, proclame que « la République est morte » et s'aborde son journal. George Sand « ne croit pas en l'avenir d'une république qui fusille ses prolétaires ». Parallèlement à ce déricotage, l'assemblée constituante travaille à une nouvelle constitution dans laquelle il n'y aura qu'une seule assemblée de 750 membres. L'exécutif sera confié à un président élu une seule fois, au suffrage universel.

Qui a dit que la 5^e république était une constitution moderne ?

Le président ne peut pas dissoudre l'assemblée qui ne peut pas renverser le président. C'est un nœud gordien dont se servira le prince Louis Napoléon Bonaparte élu le 10 décembre 1848, président de la République avec 5.436.000 voix sur le nom magique de l'Empereur. Les hommes de février sont sous la table ! Lamartine n'a eu que 17.000 voix. On va retrouver le même rapport de force lors du vote à l'assemblée législative élue le 13 mai 1849 : 500 réactionnaires, 180 démocrates qualifiés de « rouges » et 75 républicains modérés. Les hommes de février 1848 sont écrasés. Nous en resterons là.



Illustrations de l'insurrection

Cette assemblée réactionnaire, tenue par le parti de l'ordre, n'a plus rien à voir avec la révolution. Elle va, pendant près de 3 ans, jouer au chat et à la souris avec le président de la République.

Il aura le dernier mot avec son coup d'état du 2 décembre 1851 qui installera le 3^e empire... si on se rappelle celui du « sacré Charlemagne »

Alors posons-nous la question : Nos révolutions seraient elles fondatrices d'empires ? Et ouvrons le débat.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ. ÉGALITÉ. FRATERNITÉ.

POUVOIR EXÉCUTIF.

Vu le décret de l'Assemblée nationale en date de ce jour, déclarant que la ville de Paris est mise en état de siège.

Nous, Commandant supérieur de toutes les forces militaires de la Capitale, en vertu des pouvoirs qui nous sont conférés par le même décret,

Arrêtons ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}.

Toutes affiches traitant de matières politiques, et n'emportant pas de l'autorité, sont défendues jusqu'au rétablissement de la tranquillité publique.

ARTICLE 2.

Toutes les autorités civiles et militaires tiendront la main à l'exécution du présent arrêté.

Paris, le 25 Juin 1848.

E. CAVAINAC.

Pouvoir exécutif. Affiche Ville de Paris BHVP Roger-Viollet

Bibliographie

Les livres lus sur la période 1830/1851 pour écrire cet exposé

Livres parus récemment

"Histoire Mondiale de la France, sous la direction de Patrick Boucheron, "Histoire Mondiale du XIX^e siècle, sous la direction de Pierre Singaravéou et Sylvain Venayre, "Engels. Le gentleman révolutionnaire, Tristram Hunt," Révolutions, auteur collectif, chapitre traité par Mathilde Larrère, "Les luttes et les rêves, Michelle Zancharini-Fournel Revue «L'Histoire» février 2018.

Livres parus de 1850-1980

"Choses Vues : Victor Hugo. "Les luttes de classes en France : Karl Marx "Initiation à l'histoire de France : Pierre Goubert" Cours d'histoire 1789/1851 : H Méthivier, "Histoire de la France contemporaine, tome trois 1835/1871 : Chapitre traité par Jean Bruhat, "Histoire Rurale de la France, tome 3 sous la direction de Georges Duby, "Histoire générale du socialisme, tome 1 sous la direction de Jacques Droz, "Histoire de la France et des Français, tome 7, Alain Decaux et André Castelot, Flora Tristan, Morceaux choisis précédés de la geste romantique de Flora Tristan contée par Lucien Scheler. Journal de Michelet.

Les noms cités (Les principaux)

Les acteurs : Lamartine, Louis Blanc, Blanqui, Ledru Rollin, Cavaignac, Albert, Huber, Garnier-Pagès, Marie, Raspail, Sobrier, Barbès, Hugo, Gabet, Arago, Tocqueville, Lamennais, Thiers, Proudhon, Jeanne Deroin, Victor Hugo, G Sand, Louis Napoléon Bonaparte.

Les créateurs de systèmes sociaux : Saint Simon, (Enfantin, Leroux), Fourier, Gabet, Proudhon, Flora Tristan.

Les historiens : J Bruhat, F Engels, K Marx, Tristram Hunt, J Michelet, P Goubert, E Renan, J Jaurès, G Frischmann, Musso, H Méthivier. J Dautry. E Lavissee, M Winock. + voir : Livres lus.

Les philosophes : Jean Jacques Rousseau, Arnold Ruge, K Marx, Friedrich Engels

Les écrivains : Victor Hugo, A Musset, G Flaubert, H Balzac, H Heine, George Sand.

Les hommes politiques avant la révolution :

Sous la révolution de 1789 : *Le Chapelier* ; sous Charles X : *Charnier* ; sous Louis Philippe : *Guizot, Rothschild, Lafitte, Périer, Dunoyer.*



Flora Tristan morceaux choisis



Révolution de 1848; projet d'uniformes pour les femmes saint simonniennes.

Karl Marx

Les luttes de classes en France
Le 18 brumaire de Louis Bonaparte


Marvell (Andrew), littérateur, journaliste, poète, né à Londres (1624-1678), auteur de nombreux poèmes amoureux, et de lots vigoureux et incisifs.

Marx (Karl), socialiste allemand, né à Trier (1818-1883); auteur d'un ouvrage remarquable sur le *Capital*, et fondateur de l'Internationale.

Marxisme (mar'k-si-z-m) n. m. Ensemble des doctrines socialistes de Marx.

Marxiste (mar'k-si-tes) a. Qui a trait au marxisme. N. Partisan de ce thème.

Mary (Julie), romancier et auteur dramatique, née à Lambeth (Angleterre) en 1817; de grand nombre de romans et de drames (Le Tour du monde, Ruy Blas, etc.).



Karl Marx

La lutte des classes en France